

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.
CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196
E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3^{ème} année:

N°282 DU MERCREDI
07 MARS 2018

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Mise en place du nouveau bureau de l'OJT

La procédure pour débarquer Bazoum Mohamed de la tête du PND-S-TARAYYA est-elle engagée ?



Ce Hama Amadou qui empêche à Bazoum Mohamed de dormir...

MRN : les importateurs de marcheurs

Omar Hamidou Tchiana est-il en train de prendre ses distances d'avec les Guristes ?

Défense des actions du pouvoir

Et si le MNSD-NASSARA fait moins de zèle ?

A travers son secrétaire général Abdoukadi Tidjani, à qui le PND-S-TARAYYA a confié le moins important ministère de la formation professionnelle, dans un pays où le système éducatif dans globalité est délaissé, le parti de Seïni Oumarou agit comme s'il faisait partie de la cinquantaine des partis politiques qui ont soutenu la candidature du président Issoufou Mahamadou dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2016...



Lettre au “président de la République”

Monsieur le “Président”,

Combien d’officiers, de sous-officiers, de soldats et de civils ont péri dans des attaques terroristes au Niger ? Non seulement vous n’avez jamais daigné faire le déplacement sur les sites des attaques, mais vous avez également brillé, souvent, par votre mutisme.

Vous incarnez, selon beaucoup de vos compatriotes, une gouvernance des plus dramatiques pour le Niger et son peuple. Les attaques terroristes contre votre pays et votre peuple ne vous font ni chaud ni froid mais vous êtes prompte à courir chez le voisin pour apporter soutien et réconfort. Personne, au Niger, ne vous reproche d’avoir manifesté et exprimé votre solidarité et votre compassion au peuple frère et ami du Burkina Faso, victime d’une attaque terroriste. Au contraire, le citoyen nigérien ne peut que se sentir fier et grandi par ce geste. Cependant, les Nigériens sont choqués de vous voir le faire avec tant d’entrain et de dévouement lorsqu’il s’agit des autres, particulièrement lorsque l’Occident est de près ou de loin concerné. Car, il faut le dire, contrairement à l’opinion répandue, je ne pense pas que vous soyez parti à Ouagadougou uniquement pour exprimer la solidarité du peuple nigérien. Je pense qu’il s’agit surtout d’une opération marketing en qualité de nouveau président du G5 Sahel, votre préoccupation essentielle étant de montrer à l’Occident, particulièrement à la France, votre engagement à servir les idéaux du G5 Sahel. Un zèle intéressé ? Des compatriotes le disent, surtout qu’ils soutiennent ne pas comprendre et admettre que vous semblez si résolu contre le terrorisme alors que vos actes, du moins au Niger, restent sujets à caution. J’ai, en vain, essayé de leur relever vos prises de position dans maints discours tenus sur la question, votre fermeté et votre détermination à combattre et à vaincre les terroristes au Sahel. Ils m’ont opposé des actes que vous avez régulièrement posés et qui battent en brèche mes arguments. Ils ont notamment relevé que votre engagement est un fard, barbouillé dans deux cas précis : les discours, très détachés de la réalité nigérienne et les déplacements du type que vous venez de faire à Ouagadougou et dont l’objet se résume à un marketing visant à consolider un soutien dont vous avez plus que jamais besoin à l’extérieur. Ils affirment que lorsqu’on est engagé sur une question quelconque, c’est d’abord chez soi et non ailleurs que les

preuves doivent être produites. J’ai encore parlé de vos discours, mais ils les ont balayés d’un revers de main, arguant que les mots, autant en emporte le vent. Il n’y a rien de plus facile que de parler, de hurler, de provoquer et de stigmatiser lorsqu’on occupe une station comme la vôtre. Pour eux, le discours ne serait que le premier palier de l’engagement et que rester à ce niveau peut conduire au doute, puis au discrédit.

Monsieur le “Président”,

Ils n’ont pas totalement tort, je l’avoue. J’ai dû, à mon corps défendant, accepter la thèse qu’en allant à Ouagadougou, vous n’avez fait que ce vous savez faire le mieux : s’intéresser à ce qui se passe plutôt ailleurs que chez vous ; montrer plus de solidarité et de compassion à d’autres qu’à vos compatriotes et cela ne peut plaire à personne, au Niger. Vous seriez parti à Ouagadougou, paraît-il, en votre qualité de président du G5 Sahel. Nos compatriotes disent que votre prédécesseur à ce poste, Ibrahim Bouba Keita, le président du Mali, n’a jamais fait le moindre déplacement à Niamey à la suite d’attaque terroriste. Ils disent qu’ils n’ont même pas souvenir d’un simple message de soutien et de condoléance adressé au peuple nigérien. Et pourtant...

Et pourtant, le Niger a compté tant de morts du fait du terrorisme. Des morts dont vous n’avez pas toujours honoré personnellement les mémoires. Pourquoi alors en vouloir à quelqu’un d’autre qui compte aussi ses morts ? Ils m’ont concédé la pertinence de la remarque et ont préféré plutôt parlé de vous pour s’interroger sur cette propension que vous avez à honorer les morts d’ailleurs plutôt que les vôtres. Combien d’attaques terroristes le Niger a-t-il essuyées ? Combien d’officiers, de sous-officiers et de soldats ont péri dans ces attaques terroristes ? Non seulement vous n’avez jamais daigné faire le déplacement sur les sites des attaques, mais vous avez également brillé, souvent, par votre mutisme. À Bosso, à Ouallam, à Mangaïzé, à Karamga, à Guesguérou, à Banibangou, à Ayorou, à Tongo-Tongo, à Toumour, à Tezalit, à Abala, Tiloua, à

Chetimari, etc., la liste est longue et ceux qui y ont été tués lors d’attaques terroristes sont si nombreux qu’égrener un chapelet ne suffirait pas pour les dénombrer. Ces hommes, qui sont tombés sous les balles terroristes, fauchés souvent à la fleur de l’âge, ce sont des enfants du Niger comme il y en a tant d’autres, chez vous, chez moi, chez UN TEL et UN TEL. Ils ont été arrachés à l’affection de leurs proches et leur unique réconfort attendu de l’Etat, c’est de voir le chef de l’Etat aller sur les lieux des attaques, féliciter, saluer et encourager les soldats pour leur bravoure, présenter solennellement les condoléances et la reconnaissance de l’Etat aux familles des victimes. Leur seule présence aux côtés des soldats parlerait plus que tout ce boucan que des médias, peut-être pays pour le faire, se font les échos. C’est ainsi que l’on encourage les troupes, partout dans le monde. Or, lors de tous ces drames qui ont frappé le Niger et son peuple, personne ne vous a vu aller, sur place, soutenir le moral des troupes et leur apporter le réconfort attendu des plus hautes autorités en pareilles circonstances.

Monsieur le “Président”,

Et pourtant, vous voyagez si souvent, occupé comme toujours à aller soutenir un voisin ou à partager des moments de festivités avec un autre comme c’est le cas, notamment, lors de l’inauguration du barrage de Katéla, en septembre 2015, en Guinée. Un moment pourtant de douleur et de deuil au Niger où Boko Haram avait perpétré un raid meurtrier dans un village proche de la frontière nigérienne. Pour mémoire, il y a eu 15 personnes tuées et quatre blessés, 22 maisons, un véhicule et un moulin à grains incendiés selon le bilan officiel. Cela ne vous a pas empêché de prendre l’avion pour aller assister à l’inauguration d’un barrage. N’est-ce pas regrettable et choquant ? Comme ces compatriotes, je trouve que le discours n’est pas un acte suffisant d’engagement. Car, on peut bien dire quelque chose sans y croire. Mais laissons ce débat de principes, pour nous interroger sur les raisons qui

Suite page 3

pourraient expliquer que vous n'avez pas encore honoré les Forces de défense et de sécurité (Fds) de cette visite de soutien que vous venez de faire promptement au Burkina Faso. Moi, j'avoue que je ne comprends pas. Car, à beau vouloir rentrer dans les bonnes grâces d'un Emmanuel Macron, comme vous l'étiez dans celles d'un certain François Hollande, le résultat, en fin de compte, ne peut guère être qu'un hold-up électoral. Mis à part ce souci qui pourrait vous faire courir et que je comprends parfaitement, je ne comprends pas outre mesure que vous passiez votre temps à affirmer votre soutien aux Fds nigériennes et que vous manquiez, ne serait-ce qu'une seule fois, de leur consentir une heure de votre temps à l'occasion d'attaques si récurrentes. Je ne comprends pas que dans vos discours, vous ressassez tout le temps des choses que vous avez manifestement des difficultés à prouver sur le terrain, par des actes concrets.

Monsieur le "Président",

Vous comprendrez sans doute que je m'étale sur ce sujet, vos compatriotes étant absolument choqués de vous voir marquer une préférence nette pour ce qui est étranger. C'est d'ailleurs cette même logique qui a prévalu dans la loi de finances 2018, votre gouvernement ayant fait montre davantage de compréhension vis-à-vis de sociétés commerciales étrangères plutôt qu'à l'endroit des citoyens au bonheur desquels vous avez juré, la main droite sur le Saint Coran, de travailler sans relâche. Je sais que vous pourriez m'opposer le fait qu'« aucune fraction du peuple, aucune communauté, aucune corporation, aucun parti ou association politique, aucune organisation syndicale ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ». Quand bien même, une partie du peuple, de la proportion de ceux qui manifestent toutes les deux semaines dans le cadre des Journées d'action citoyenne (Jac) mérite écoute, respect et considération. Et si vous refusez, malgré tout, d'écouter la clameur populaire vous demandant un minimum de compréhension et d'altruisme à l'endroit de tous ces millions de compatriotes qui manifestent à travers toutes les régions du Niger, à la hauteur de la bonté dont vous faites preuve vis-à-vis des sociétés étrangères, ayez au moins le réflexe, en cas d'attaques terroristes, de faire comme ce que vous avez fait pour le Burkina Faso. Car, comme l'a si bien relevé un compatriote, avant d'être président du G5 Sahel, vous êtes d'abord président du Niger.

Mallami Boucar

Mise en place du nouveau bureau de l'OJT

La procédure pour débarquer Bazoum Mohamed de la tête du PNDS-TARAYYA est-elle engagée ?

Le week-end dernier, l'Organisation des jeunes Tarraya (OJT) était en conclave à Niamey. Si cette rencontre a permis aux partis de la mouvance présidentielle d'avoir un monde supplémentaire, venu de toutes les régions du pays et même de la diaspora, pour meubler leur marche du dimanche 4 mars, elle a surtout été l'occasion pour les jeunes du principal parti au pouvoir de renouveler le bureau de leur organisation. Alors qu'un certain nombre de candidatures s'étaient manifestées, c'est finalement celle de M. Daoui Ahmet Baringuaye qui a été retenue pour le poste de président de l'OJT. S'il est vrai qu'il est peu connu du grand public, le nouveau chef de la jeunesse du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA) est quand même issu de la toute puissante section de Tahoua, la région d'origine du Président Issoufou Mahamadou.

Du coup, de nombreux observateurs se demandent si l'élection de ce monsieur à la présidence de l'OJT n'est pas le début du processus tendant à affaiblir l'actuel président du PNDS-TARAYYA, M. Bazoum Mohamed, avant de le débarquer totalement du perchoir du parti présidentiel. Selon plusieurs écrits des médias – qui n'ont jamais été démentis par les intéressés – il existe une forte rivalité entre Bazoum Mohamed et des cadres du PNDS-TARAYYA de la région de Tahoua. Les médias en question parlent notamment de l'ancien Directeur général des douanes et actuellement ministre-conseiller à la présidence de la République, M. Issaka Assoumane.

Ce dernier serait soutenu à un puissant lobby, dont le propre fils du Président de la République, décidé à empêcher l'investiture de Bazoum Mohamed comme candidat du PNDS-TARAYYA à l'élection présidentielle de 2021. Quand on sait que l'OJT est une des structures stratégiques du PNDS-TARAYYA, on comprend que perdre son



contrôle constitue un véritable handicap pour l'actuel ministre de l'Intérieur qui rêve de succéder à Issoufou Mahamadou à la tête de l'Etat. Ceux qui s'intéressent de près à la vie du PNDS-TARAYYA savent déjà que l'ascension qu'a connue Bazoum Mohamed au sein de ce parti était plus liée à ses amitiés avec Issoufou Mahamadou qu'à son poids électoral. Les rares fois que l'homme s'est fait élire député au titre de la circonscription spéciale de Gouré, le PNDS-TARAYYA a dû solliciter et obtenir l'aide de ses partis alliés. Ce manque de base électorale serait la principale raison pour laquelle ses opposants internes au sein du PNDS-TARAYYA estiment que Bazoum Mohamed ne peut pas être leur candidat à la prochaine élection présidentielle. D'autres lui reprocheraient aussi son langage qui ne serait pas approprié pour une personnalité aspirant à diriger un pays comme le Niger. A ce propos, la dernière interview accordée par Hama Amadou à la chaîne panafricaine «VOX AFRICA» aurait beaucoup desservi Bazoum Mohamed. Surtout que juste après cette interview, un discours tenu par Bazoum Mohamed lors de la campagne du second tour de la présidentielle de 2016 a été posté sur les réseaux sociaux. Dans ce discours, le président du PNDS-TARAYYA a tenu des propos pour le moins orduriers pour un homme d'Etat digne de ce nom.

Dan Lamso

Les points sur les I

Malgré la Convention de Vienne, il y a encore des diplomates occidentaux qui pensent, notamment chez nous en Afrique, qu'ils peuvent se permettre de s'ingérer impunément dans les affaires intérieures de nos pays. Le représentant officiel de l'Union européenne, Mateus Paula, l'a fait récemment lors de la rencontre des partenaires techniques et financiers avec le ministre des Finances, Hassoumi Massoudou, en déclarant, au mépris de l'obligation de réserve auquel il est formellement tenu, que la décision du gouvernement de ne pas reculer par rapport à la loi de finances 2018 est une mesure courageuse. Une appréciation dont il ferait sans doute l'économie s'il était ambassadeur en France ou dans n'importe quel autre pays d'Europe. Italien de nationalité, les Nigériens comprennent ce qui fait courir le diplomate du pays de Mussolini. Mis en ballottage dans l'affaire de l'arrivée de l'armée italienne au Niger, son pays multiplie les gestes de bonne volonté pour voir l'Italie occuper, elle aussi, sa portion de territoire chez nous. Une affaire qui s'est corsée lorsque le gouvernement nigérien, à la surprise générale, a déclaré ne pas être informé de l'arrivée de soldats italiens au Niger. Mais, tout le monde aura compris qu'il ne s'agit que d'une volte-face de la part du

gouvernement de Mahamadou Issoufou qui, apprend-on, a déjà reçu de l'Italie, en 2017, un joli pactole et en 2018, la promesse que le pays de Mussolini consentira au Niger 40% de son aide globale à l'Afrique. Les propos scandaleux du diplomate italien, puisqu'il s'agit d'abord de ça, s'expliquent ainsi par la volonté de son pays à déployer tous les moyens possibles, y compris en versant dans un rôle de valet, pour prendre pied en sol nigérien. Sachant que l'Italie accuse clairement la France d'être la source du blocage, on peut dire que Mateus Paula, bien que drapé de la robe européenne, n'a pas parlé au nom de l'Union européenne, mais bien pour défendre en diplomate italien défendant la cause de son pays auprès du gouvernement nigérien. Quoi qu'il en soit, en plus d'avoir violé la Convention de Vienne et jeté le discrédit sur l'Union européenne, ce type n'a pas sa place dans les instances européennes. Si le Niger, dont le gouvernement est si mal barré qu'il a dû applaudir le diplomate italien, compte plutôt l'encourager à faire de telles interventions, l'Union européenne, elle, ne peut être particulièrement fière de compter dans ses rangs, des serviteurs pareils qui oublient pourquoi et pour qui ils sont là.

Omar Hamidou Tchiana est-il en train de prendre ses distances d'avec les Guristes ?

S'il y a une absence qui a été fortement remarquée à la marche organisée le dimanche 4 mars dernier par les partis au pouvoir, c'est bien celle de l'ancien ministre d'Etat chargé des transports, M. Omar Hamidou Tchiana dit Ladan. Bien que son parti, Alliance des mouvements pour l'émergence du Niger (AMEN-AMIN), soit toujours officiellement membre de la mouvance présidentielle, l'homme n'était pas à cette marche à laquelle tous les autres leaders des partis politiques ont pourtant pris part. Le lendemain lundi 5 mars, c'est sur son compte Tweeter que l'ancien ministre s'est manifesté à travers cette citation de l'ancien président américain Abraham Lincoln : « *On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps* ». L'ancien ministre s'adresse-t-il indirectement à ses « amis » Guristes qui semblent l'avoir rejeté, après l'avoir utilisé en 2013 pour déstabiliser le Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA), dont il était le secrétaire général et qui venait de rompre son alliance avec le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA) ? En tout cas, quand on analyse les choses de très près, on s'aperçoit que le président du parti AMEN-AMIN est en train de prendre ses distances d'avec les tenants du pouvoir en place que certains observateurs accusent, à tort ou à raison, d'être les commanditaires de la crise qui secoue son parti ces derniers temps. Peut-être que si l'ancien ministre d'Etat essaye de prendre ses distances avec beaucoup de prudence, c'est sans doute pour éviter de vivre ce qui est arrivé au président du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA Hama Amadou. Depuis que son

parti a décidé de rompre son alliance avec le PNDS-TARAYYA, cet homme était devenu la bête noire du régime des Guristes. Alors qu'il occupait le poste de Président de l'Assemblée nationale et donc de deuxième personnalité du pays, sa sécurité lui a été retirée et des menaces du retrait de leur autorisation ont été adressées aux compagnies privées de sécurité qui oseraient mettre à sa disposition des agents de sécurité. C'était du jamais vu dans le monde. Et comme si cela ne suffisait pas les Guristes ont poursuivi la traque, jusqu'à descendre au plus profond des égouts et sortir une histoire de « bébés importés » pour y impliquer Hama Amadou, à travers sa seconde épouse. Le monde entier est témoin de l'exploitation lâche et honteuse qu'ils continuent à faire de ce dossier, même après s'en être servi pour empêcher au président du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA



de battre campagne pendant le premier et le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2016. Le président du parti AMEN-AMIN, qui est loin d'avoir un dos large et un moral d'acier comme Hama Amadou, a donc raison de faire les choses avec beaucoup de souplesse pour ne pas se faire écraser par un pouvoir qui n'a que se foutre du respect des lois et des principes moraux lorsqu'il s'agit de régler des comptes à un adversaire. Mais Omar Hamidou Tchiana doit aussi sa-

voir prendre son courage à deux mains pour prendre ses distances d'avec des gens qui n'ont aucun sens de la reconnaissance pour scruter d'autres horizons où il pourra mieux poursuivre la construction de sa carrière politique et exprimer ses « principes » et « convictions » qui serait à l'origine de son départ du gouvernement il y a seulement quelques mois. Quand on fait de la politique, il faut savoir s'assumer et même prendre des risques s'il le faut.

Oumar Aboubacar Mohamed

Un ancien dirigeant de l'USN dans le nouveau bureau de l'OJT

Une autre preuve de l'infiltration des structures syndicales et associatives par le PNDS-TARAYYA

Parmi les nouveaux membres de l'OJT, figure l'ancien Secrétaire général de l'Union des scolaires nigériens (USN), M. Ousseïni Sambo. Prenant les devants sur les scolaires qui ne manqueront pas de le découvrir, le jeune homme s'est précipité à envoyer une lettre de démission du Conseil économique, social et culturel (CESOC) où il représentait l'USN. Remplacé il y a seulement quelques mois à la tête du Comité directeur (CD) de l'USN, Ousseïni Sambo était sans doute, depuis fort longtemps, un militant caché du PNDS-TARAYYA au sein de l'USN. En tout cas, pour qui connaît le parti de Bazoum Mohamed, surtout maintenant qu'il gère le pouvoir d'Etat, il n'est pas possible d'y adhérer et, en si peu de temps, être accepté dans une structure dirigeante. L'un dans l'autre, Ousseïni Sambo n'est pas le premier dirigeant des scolaires à

s'afficher aux côtés du PNDS-TARAYYA juste après la fin de son mandat. Beaucoup d'autres anciens Secrétaires généraux de l'USN de ces dix dernières années ont fini par s'afficher du côté du PNDS-TARAYYA après leurs mandats à la tête du syndicat des scolaires nigériens. Quand il était à l'opposition, c'est sur eux que le PNDS-TARAYYA s'est appuyé pour déstabiliser les pouvoirs de l'époque, à travers des manifestations des scolaires, de fois violentes. Aujourd'hui qu'il est au pouvoir, le même PNDS-TARAYYA utilisent ses militants au sein des structures scolaires pour contrôler les mouvements. Cette pratique du parti rose est étendue à des syndicats des travailleurs et même des structures associatives. Aujourd'hui, du fait de la connivence de leurs responsables avec le PNDS-TARAYYA, certains syndicats et certaines

centrales syndicales ne sont même pas capables de réagir sur des questions impactant les intérêts matériels et moraux de leurs militants. C'est le cas de ces syndicats et centrales syndicales qui observent un silence troublant sur la scélératesse de la loi de finances 2018, alors qu'en 2005, quand le PNDS-TARAYYA était à l'opposition, ils et elles étaient en première ligne dans la lutte contre la simple augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de certains produits de première nécessité. C'est sans doute parce qu'il a fait de l'infiltration des structures syndicales et de la société civile une de ses stratégies de conquête et de gestion du pouvoir que le PNDS-TARAYYA voit en tous ces syndicats et associations qui luttent contre la malgouvernance de son régime, des simples relais de l'opposition politique. **O.A.M**

Défense des actions du pouvoir

Et si le MNSD-NASSARA fait moins de zèle ?

Arrivé au sein de la mouvance présidentielle, plusieurs mois après les élections contestées de 2016 et après avoir rejeté les résultats desdites élections, le Mouvement national pour la société de développement (MNSD-NASSARA) fait, aujourd'hui, montre d'un zèle exagéré dans la défense des actions du régime du Président Issoufou Mahamadou.

A travers son secrétaire général Abdoukadi Tidjani, à qui le PNDS-TARAYYA a confié le moins important ministère de la formation professionnelle, dans un pays où le système éducatif dans globalité est délaissé, le parti de Seïni Oumarou agit comme s'il faisait partie de la cinquantaine des partis politiques qui ont soutenu la candidature du président Issoufou Mahamadou dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2016. Il y a une dizaine de jours, c'est le même Abdoukadi Tidjani qui avait lu la déclaration des partis de la mouvance présidentielle, dans laquelle ils annonçaient leur intention d'organiser la marche du 4 mars der-

nier pour répondre à la société civile et à l'opposition qui contestent la loi de finances 2018. Le secrétaire général du MNSD-NASSARA était tellement pressé de plaire à leurs nouveaux amis du PNDS-TARAYYA qu'il ne s'était pas rendu compte que dans sa grande partie, la déclaration qu'il lisait avec emphase s'en prenaient à l'opposition que son parti avait animé avec les partis de l'opposition actuelle, à la veille des élections de 2016 et même quelques temps après. Visiblement enivré par les avantages qu'il tire de sa position de membre de gouvernement, Abdoukadi Tidjani ne s'est pas rendu compte que l'Alliance pour la Réconciliation, la démocratie et la République (ARDR) – qui était prise à partie dans la déclaration qu'on lui a demandé de lire – était animée par le MNSD-NASSARA et les autres partis et que lui-même a eu à lire plusieurs de ses déclarations dénonçant les mauvaises actions de gouvernance du PNDS-TARAYYA et de ses alliés. Lors du meeting du 4 mars dernier aussi, le même



secrétaire général du MNSD-NASSARA s'est illustré par son zèle à vouloir défendre les actions du régime de la 7^{ème} République et à s'en prendre aux autres citoyens qui dénoncent ces actions. On est certes en politique où certains soutiennent haut et fort qu'il n'y a pas de morale. Mais malgré cela, il est quand même très tôt pour que le MNSD-NASSARA – surtout son secrétaire général que les Nigériens ont suivi sur toutes les chaînes de radios et télévisions privées en train de vilipender le Président Issoufou Mahamadou et son régime – ve-

nir aujourd'hui jouer le rôle d'avocat d'un pouvoir qu'il avait vomi. On peut bien comprendre que le MNSD-NASSARA soit dans la posture de vouloir, coûte que coûte, anéantir ses anciens cadres et militants qui ont très tôt rejoint le Président Issoufou et créé leur parti, le Mouvement patriotique pour la République (MPR Jamahoriya). Mais il lui faut quand même avoir un minimum de grandeur en tant qu'un des plus anciens et grands partis politiques nigériens, au sein duquel des hommes et des femmes attachés à des grandes valeurs ont milité.

Dan Lamso

Ce Hama Amadou qui empêche à Bazoum Mohamed de dormir...

Comme l'écrivait un internaute sur sa page Facebook, «si Hama Amadou n'avait pas existé, Bazoum Mohamed l'aurait créé». Cet internaute réagissait ainsi aux différentes sorties du président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA), à travers lesquelles il essaie toujours de lier les problèmes que vit le Niger au Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA) de Hama Amadou. Le dimanche 4 mars dernier, à l'occasion du meeting organisé par les partis au pouvoir, le même Bazoum Mohamed s'est pris, avec une rage sans bornes, au parti de Hama Amadou qu'il a présenté comme à l'origine de toutes ces manifestations qui se déroulent au Niger contre la loi de finances 2018.

Le président du PNDS-TARAYYA a une telle peur de Hama Amadou et de son parti qu'il voit leurs mains dans la moindre manifestation contre le régime de la 7^{ème} République. En même temps qu'il crie sur tous les toits et Hama Amadou et le MODEN-FA/LUMANA-AFRICA ne représentent rien, Bazoum Mohamed leur reconnaît la capacité de «manipuler» tous ces Nigériens qui luttent

contre les différentes mesures antipopulaires de son régime. Le moins qu'on puisse dire est que cette peur de Hama Amadou que le président du PNDS-TARAYYA ne cesse de manifester publiquement est si sérieuse qu'elle doit empêcher à l'intéressé de dormir tranquille. C'est à peine si Bazoum Mohamed ne se réveille pas en sursaut dans la nuit, pensant voir Hama Amadou dans sa chambre. Qu'est-ce qui peut expliquer un tel état psychique chez le président du PNDS-TARAYYA à l'égard d'un homme avec qui rien ne le lie pourtant ? En effet, même s'il dirige actuellement le principal parti au pouvoir, Bazoum Mohamed sait très bien que Hama Amadou est loin d'être son égal en politique, ni du point de vue expérience, ni du point de vue de la popularité. Pour avoir été longtemps à l'école de Feu Général Seyni Kountché, dirigé la plus grande formation politique nigérienne et occupé des hautes fonctions au sein de l'Administration publique, Hama Amadou a acquis une grande expérience que lui Bazoum Mohamed est loin d'avoir. Pendant que Hama Amadou est chouchouté par les militants de son parti, lui Bazoum Mohamed cherche toujours à pénétrer les cœurs de l'écrasante



majorité des militants de son parti qui continuent toujours à s'identifier au Président de la République Issoufou Mahamadou. La preuve, depuis plus d'un an qu'il est président du PNDS-TARAYYA, ses portraits ne sont toujours pas visibles au siège du parti, ni encore moins sur les pagnes, tee-shirts et autres gadgets du parti. Si Bazoum pense avoir un quelconque pouvoir sur le PNDS-TARAYYA, il n'a qu'à demander au bureau politique de ce parti de faire comme celui du MODEN-FA/LUMANA, il y a quelques jours, en le déclarant comme le seul candidat du PNDS-TARAYYA à l'élection présidentielle. Pour le moment, Hama Amadou ne boxe pas dans la même catégorie que Bazoum Mohamed. Ce dernier doit d'abord travailler à avoir un leadership au sein du PNDS-TARAYYA avant de se la voir un leadership au sein du

PNDS-TARAYYA avant de se lancer dans cette bagarre qu'il veut livrer au président du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA qui, lui, n'a aucun problème de popularité, y compris au-delà de son parti. N'est-ce pas que c'est pendant qu'il était ligoté par le pouvoir de Bazoum Mohamed que Hama Amadou a réussi l'exploit inédit de se qualifier au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2016, empêchant à un candidat jouissant de tous les attributs de l'Etat de réaliser son rêve de se faire élire dès le premier tour ? Ce Hama Amadou qui fait tant si peur à Bazoum Mohamed doit vraiment remercier le bon Dieu de lui avoir donné ce pouvoir de troubler le sommeil de ceux qui usent et abusent de la force publique, même lorsqu'il est contraint de rester à des milliers de kilomètres de son pays.

Dan Lamso

MRN : les importateurs de marcheurs

On connaissait dans le négoce, des spécialistes de l'Import-Export, mais jamais l'on avait pensé que pour mobiliser des manifestants, il est possible d'avoir une société de négoce pour importer des marcheurs quand on ne peut sur place en rassembler à son goût.

Désormais, les Nigériens marcheront en deux blocs antagonistes irréconciliables, se chevauchant, l'un marchant chaque quinzaine pour dire le ras-le-bol des populations, et l'autre qui, depuis le 4 mars, las de gouverner, a aussi pris goût au même exercice, pour occuper la rue et on espère qu'elle sera tout aussi tenace à tenir dans le même rythme que la société civile pour aller dans la rue chaque semaine après celle des Organisations de la Société Civile. Mais il faut bien craindre qu'il ne puisse pas être à mesure de supporter l'ardoise salée que lui coûte la mobilisation forcée de certaines foules conditionnées à la paie journalière due à un ouvrier journalier marcheur même si Bazoum dit qu'ils maintiendront le cap. A-t-il vraiment le budget de cette ambition ? D'ailleurs où trouvent-ils tant de millions à gaspiller dans des marches quand le peuple crie la misère et broie du noir dans l'indifférence totale de ceux qui les gouvernent ? Ce qui pourrait faire l'affaire de gens comme Zakaï qui, à défaut de marchés à glaner dans les sphères de l'État, quand l'Import-Export est en difficulté, pourraient se contenter de miettes concédées pour faire sortir les leurs pour les exposer à la raillerie d'une société devenue moqueuse des hommes et des femmes qui se font instrumentaliser. Sauf que les Nigériens savent que son peuple n'est plus avec lui. Et on parle tantôt de Zarmagandey, tantôt de Zarmaganda, pour semer la confusion dans les esprits. Mobiliser Zarmagandey, ce n'est pas mobiliser le Zarmaganda. Et on aura compris que quelqu'un se sert de la misère de certaines couches vulnérables pour constituer un peuple aléatoire à la Renaissance pour faire sourire de vanité un président dont on pourrait croire qu'il a oublié que c'est l'ensemble des Nigériens qui constitue son peuple, non le ramassis d'hommes, de femmes et d'enfants « téléchargés » dans la marge de la société à coups de crédits – disons à coups de millions douteux.

Gouverner par et dans la corruption

Au Niger, sous la Renaissance, les urnes sont corrompues et même lorsqu'on dit être élu à 92%, l'on ne peut s'empêcher d'aliéner les consciences pour les avoir à marcher. Et le 4 mars, la Renaissance a rassemblé son monde artificiel, sa foule virtuelle importée ici et là et souvent loin – certains marcheurs disaient être venus de Bouza, d'autres de Tillabéri et Ouallam – à coups



de fric, comme toujours, ne dérogeant pas à la règle. Et l'on a vu les moyens ostentatoires mobilisés, pour faire sortir la foule que l'on a crue être à mesure de sauver l'honneur. Bluff. Les Nigériens et les observateurs avertis de la scène politique nigérienne avaient la certitude que si les camarades, avaient comme les acteurs de la société civile et l'opposition qui ne se contentent que de communiqués, le plus souvent sur les réseaux sociaux, appelé leurs militants à la manifester, restant à la place Toumo pour attendre ceux qui devraient marcher avec eux, ils allaient connaître la terrible humiliation de laquelle, ils ne pouvaient jamais se relever. Or, pour convaincre de l'adhésion des populations à sa politique, la Renaissance devraient laisser les Nigériens, la rejoindre dans la rue, sans l'appât du fric. Les bus, les taxis, les minibus «fabafab», les camions avaient été mobilisés pour transporter souvent comme bétail, comme troupeau de panurge des hommes, souvent très jeunes, pour garnir la place de la concertation et tromper un président qui semble ne plus croire qu'il est le président de tous les Nigériens et que son peuple est à part, celui-là que l'on avait exposé dans la rue, et qui rendait ivre, un Zakaï qui a peut-être déjà oublié qu'il n'a pas été capable de se faire élire dans son Zarmaganda natal pour faire croire qu'il pourrait encore être ce mobilisateur hors pair qui donne quand même des fiertés à Bazoum, le désormais grand ami du « tapissier brocanteur » qu'il vilipendait hier, ne laissant aucune marge à l'avenir qui le surprend aujourd'hui.

Tous les moyens sont bons

Il est dommage que les socialistes aujourd'hui aux abois, n'aient pas mieux à faire pour gérer la crise actuelle que de se rabaisser, incapables de prendre des hauteurs. Alors que l'on peut tolérer que des bus, des camions, des taxis et autres moyens soient utilisés pour mobiliser des foules peu sincères, l'on ne peut cependant pas comprendre que des bus, comme ceux de SONEF, soient envoyés dans des casernes pour y chercher des marcheurs ; ce qui est



un acte maladroit et gauche, plein de danger pour le pays et c'est le pas à ne pas franchir. Avec de tels comportements, nous sommes en danger. Franchement. S'il faut mêler de telles structures à la chose politique jusqu'à un tel niveau d'implication, il faut craindre réellement pour ce pays. Et ce n'est pas pour la première fois que cela se passe. En effet, pendant les campagnes électorales, l'on a souvent vu des femmes sortir de casernes, notamment celles des gardes à Yantala, habillées aux couleurs du parti au pouvoir, allant à des manifestations politiques du parti. Heureusement que certains bus, sont rentrés vides et sont sortis vides de certaines casernes, parce que bien de FDS savent la neutralité et le devoir de réserve auquel ils sont astreints. Et l'on a souvent vu avec quelle excitation certains éléments de la garde nationale, appelés au maintien d'ordre notamment quand des étudiants manifestent, crient, hurlent triomphalement quand le véhicule les transportant roule en trombe, comme s'ils venaient de prendre une grande victoire sur Boko Haram. Il y a franchement de quoi s'inquiéter pour ce pays et le magistrat suprême a de quoi s'occuper. Le pays se déchire.

Et après la manipulation des consciences pour mobiliser des foules vénales, le régime pour réussir sa marche, joue sur d'autres manipulations, si ce n'est des mensonges tout court.

Les manipulateurs

Dans son discours, Bazoum Mohamed, est resté égal à lui-même. Il est resté à surfer sur les mêmes égouts, ne sachant plus parler que de Lumana et de son forum, de l'Opposition et de Hama Amadou, de la société civile et de ses prétendues connivences avec l'opposition. A qui veut-il faire cette leçon ? Croit-il que les Nigériens sont amnésiques à ne rien retenir ? Où sont Issoufou Sidibé, l'ancien SG de la CDTN et ses intransigeances ? Où est Achana, ancien membre du bureau exécutif du SNEN ? Où est Lokoko ? Celui-ci n'avait-il pas été dans le sérail du pouvoir ? Où est aujourd'hui Morou Amadou qu'on avait

sincèrement cru être un grand militant de la société civile ? Ne parlons pas de TSA, de Zakaria et des autres... Qui peut-on tromper dans ce pays ? Les masques étaient tombés depuis et la société civile a bien compris qu'on cherche vainement à la discréditer en parlant sans s'en laisser de ses proximités avec des milieux politiques supposés. Ils ont composé avec des syndicats et des organisations de la société civile, aujourd'hui, d'autres le feront pour défendre la démocratie et leur pays en danger. Et Moussa Tchangari, rassure Bazoum quant à leur détermination à mener ce combat citoyen, en lui souhaitant, s'il devait prendre goût à la rue, d'y rester pour de bon. Mais alors pourquoi, cet homme qu'on présente comme un philosophe, ne peut évoluer dans ses discours, et c'est un tel homme qui nourrit des ambitions présidentielles.

Le PNDS ne peut pas se tromper.

En face de sa foule commandée et facturée, sans pudeur, le philosophe ne peut avoir de retenue à dire à qui veut l'entendre qu'ils auraient été élus. Ce discours ne passe pas au Niger car tous les Nigériens savent ce qui s'est passé le 20 mars 2016. Et les contre-vérités étaient de faire croire à une foule naïve et moutonnaire que par la loi de finances, rien n'a changé au Niger. Ceux qui vont au marché le savent pourtant et il va sans dire que demain, quand les services des impôts vont se pointer devant les compagnies de transport, elles seront bien obligées de réviser leurs tarifs qu'on les dissuadés à appliquer dans l'espoir de voir s'estomper la vague de contestation et d'indignation que la loi soulève dans le pays. Le lundi matin, soit la veille de la marche, certains avaient déchanté en allant payer leurs factures d'électricité. C'est au guichet qu'on apprend qu'on devrait payer un surplus alors que ce n'était pas inscrit sur la facture. C'est de la tricherie et ce n'est pas honnête ! Tant pis pour les marcheurs. Bazoum dit également que les salaires et les bourses n'ont pas été réduits – et c'est vrai, faut-il l'admettre – oubliant de préciser qu'il y en a qui ne sont pas payés notamment des contractuels et souvent après cinq mois. Aussi, tous ceux qui vont au marché, savent que des prix sont en train de monter en flèche et ce jusque dans les villages. C'est une loi qui touche tout le monde et qui rend la vie difficile pour tous. Il y a quelques jours, l'on avait vu une grève de propriétaires de moulins que des femmes avaient soutenus car la mesure risquait, faute de moyens, de les ramener au pilon et donc aux corvées dégradants. Cela devrait aussi être une prouesse du socialisme... Un retour au primitivisme. Les populations des campagnes nigériennes le savent et attendent du pied ferme des députés godillots qui avaient pris leurs suffrages inutilement.

Puis, dans son speech, le président des Roses, aborde dans la peur et peut-être sans



conviction le thème de la cohésion nationale, ébranlée depuis des jours par des propos discriminatoires tenus par des gens de leur milieu.

L'unité nationale

Alors que c'est leur clan qui en use, voilà qu'ils en parlent à leur meeting, le faisant porter à un autre qu'ils ne peuvent nommer. Tous les Nigériens savent qui a eu le courage de tenir des propos ethnocentristes et sur un média et le régime qui ne peut sanctionner tous ceux qui le soutiennent, tourne en rond, ne pouvant avoir l'attitude responsable qu'il faut face à une telle dérive intolérable. Alors que toutes les interpellations à la PJ des Nigériens de seconde zone, finissent par des nuits dans ces locaux, avant d'aller en prison, même s'il faut être libéré par la suite, celui qui a tenu les propos graves que l'on sait, a juste été écouté puis gentiment, il lui a été notifié qu'il pouvait rentrer tranquille chez lui. De tels propos graves, plaisent-ils au régime pour ne pas savoir les sanctionner avec la sévérité requise ? Où est passé le garant de l'unité nationale ? On savait que depuis longtemps, ils avaient tenté de présenter le parti de Hama comme un parti ethniciste – le vocabulaire est leur label – s'ils ne le qualifient de secte parce qu'ils n'ont pas été capables de le démonter par le concassage, et ce jusqu'à ce qu'un autre leur rappelle ce conte de fée du « Guntugaatari » qui les rangea un moment.

Pourtant tout le monde sait que Hama, « Enfant de Kountché » et son parti qui avaient choisi Issoufou contre Seyni Oumarou, ne pouvaient pas être taxés, si ce n'est par ingratitude, de ces considérations subjectives, d'ethnocentristes encore que, sachant la représentation numérique de l'ethnie dont il est issue, il ne peut jouer sur une telle corde qui ne peut lui donner une majorité pour gouverner le pays. Ceux qui peuvent jouer sur cette corde ne peut être que ceux qui, sans être d'une majorité ethnique, peuvent l'instrumentaliser pour diviser et espérer profiter de ses voix, s'appuyant sur des proximités sociologiques que récuse la nation. Et, puis qui a osé parler dans le pays d'officiers

ethnicistes ? Hama Amadou est un homme d'État qui a toujours eu ses amis dans les différents coins du pays même si certains, sur des considérations de bas étages, ont été amenés à les démarcher pour les lui arracher. Mais alors lecteurs, jugez-en vous-même...

On aura alors compris que ce sont des nouvelles peurs qui habitent la Renaissance qui depuis qu'elle est là, ne voit partout que le démon, parlant à chaque fois de subversion, de coups d'État. Les camarades ont trop peur. Ont-ils finalement pris conscience qu'ils ont mal gouverné et qu'ils ont fait trop de mal, trop d'injustice et que chaque homme payera pour ses péchés ? Tant il est vrai que les Renaissants ne peuvent pas se débarrasser de cette hantise. L'on sait surtout que les camarades et leurs amis vivent aussi des relations difficiles. Ils jouent alors sur ces peurs pour montrer au président qu'ils lui sont utiles. Et l'on a prétendu que la foule sortait pour soutenir le président de la République comme s'il est menacé, l'empêchant ainsi de gouverner au-dessus de la mêlée ainsi que le commande ses responsabilités de père de la nation. Et la MRN cultive le rabaissement de la fonction présidentielle pour survivre aux aléas de la politique. On pouvait d'ailleurs entendre à la marche, celui-là qui avait pleuré pour avoir perdu son poste de gouverneur, jouer au griot du système, pour se révéler le grand témoin des bienfaits du président pour la ville de Niamey. N'est-ce pas une manière de défendre son poste à un moment où quelques frictions dans son parti pourraient le placer du mauvais côté. Et l'on a entendu ce slogan réchauffé d'« Issoufou n'est pas seul, comme si un autre devrait être seul. Ce sont là des discours dangereux et il revient au garant de l'unité nationale de prendre ses responsabilités, toutes ses responsabilités pour ressouder un pays émietté.

C'est de cela que le Niger d'aujourd'hui a besoin, pas à écouter des oiseaux de mauvais augure qui entourent un président pris en otage par un groupe d'intérêt qui ne peut plus penser au pays. Le pays est dans la tourmente. La Renaissance aussi.

WALÉ.



SONY MUSIC & Studio Konate
Présentent

30 BILLION AFRICA TOUR 2018

DAVIDO

Guests
ONEENS
AZIZ TONY
AKEEM
ABEL ZAMANI
LEE YO

MERCREDI 21 MARS 2018 | **STADE GÉNÉRAL SEYNI KOUNTCHE à 20H**

2 000F⁵
5 000F⁵
10 000F⁵

Infoline
96299149
96158767

LOFTMEDIA. PLUGS TEMPLE ORCA GIBEE Hotel Gwéye 4 TRACE fi MUSIQUE TRACE

ETUDE NOTARIALE HAMIL MAÏGA AMINATA
16, Avenue Banizoumbou (Rue du Grand marché)
BP : 2636 Tél : 94 - 32 - 60 - 82.
Email : hamiletude@yahoo.com
NIF : 17937/R.

Niamey, le 06 Mars 2018

AVIS DE PERTE

Avis est donné par Monsieur **MADY HAMIDOU**, né le 02/08/1952 à **GRAND-BASSAM**, Agent de Mairie à la retraite demeurant à **NIAMEY**, de la perte d'un acte de cession, objet de la parcelle n° **G, H** ilot n° **6059**, lotissement **SARY KOUBOU** au nom de **Mr ISSOUFOU HAMIDOU** voir (Attestation de perte N°928/DPVN du 07/02/2018 de la police et la certification du 6/02/2018 de la Ville de Niamey).

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer à l'étude Notariale **HAMIL MAÏGA AMINATA**, 16, Avenue Banizoumbou (Rue du Grand marché) Niamey, ou au service de la documentation domaniale de la Communauté Urbaine de Niamey.


LE NOTAIRE
MAITRE HAMIL MAÏGA AMINATA

LE MONDE D'AUJOUR'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication
Ibrahim A. YERO
CEL : 90.06.78.46

Directeur Commercial
Inoussa DICKO
90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOUR'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur les presses de la G.I.N